



## Élections allemandes: l'Europe plongée dans l'incertitude



Angela Merkel, à l'issue du sommet européen, le 25 juin, à Bruxelles. POOL/REUTERS

ANALYSE - Les Européens redoutent d'interminables négociations outre-Rhin et une paralysie allemande.

*Correspondante à Bruxelles*

La question taraude les Européens depuis des semaines. La formation du gouvernement allemand prendra-t-elle deux ou trois mois voire cinq comme en 2017?

Au regard du bras de fer qui s'engage entre le SPD et la CDU-CSU et de la nécessité de former une coalition de trois partis, les tractations pourraient s'éterniser. « *S'il n'y a pas d'accord en février, il n'y aura pas de grande décision en Europe jusqu'à juillet 2022. Il faudra laisser passer la présidentielle et les législatives françaises* », s'inquiète Paul Maurice de l'Ifri.

Ce serait d'autant plus dommageable que l'UE fait face à des défis plus qu'inquiétant, notamment le désintérêt ostensible des États-Unis vis-à-vis de l'Union et les provocations croissantes observées dans le proche voisinage du bloc. Sans parler de tous ces dossiers - climat, numérique, migration, etc. - sur lesquels l'Union doit avancer.

Certains veulent croire à un gouvernement allemand formé bien avant la fin de l'année, notamment à Paris où l'on redoute les conséquences d'interminables tractations sur la présidence française de l'UE, concentrée sur trois mois en raison des échéances électorales mais censée booster la candidature Macron. « *Je ne dis pas qu'ils vont aller vite pour nous faire plaisir. Mais la perspective d'une présidence française est importante pour le partenaire allemand. Cela incitera les responsables politiques à être justement sérieux, responsables et rapides* », affirme-t-on. Le SPD et la CDU ont indiqué dimanche leur souhait d'aboutir « *avant Noël* ».

www.lefigaro.fr  
Pays : France  
Dynamisme : 258

[Visualiser l'article](#)

Ce rôle de rassembleur était à la fois sa force et sa faiblesse puisqu'il aboutissait au plus petit dénominateur commun. Qui jouera ce rôle à l'avenir ?

Paul Maurice de l'Ifri

Au moins les dirigeants de l'UE ont-ils la certitude que le futur chancelier -le social-démocrate Olaf Scholz ou son rival de centre droit Armin Laschet- sera un pro-européen. Tout comme les « junior partners » probables de la coalition. Quelles conséquences sur les positions européennes de Berlin ? « *Une grande partie des intérêts allemands demeureront*, affirmait ces derniers jours un diplomate. *Sauf coup de tonnerre de l'entrée de Die Linke au gouvernement* (l'extrême gauche, NDLR), *il y a aura des continuités et des évolutions* ». Mais pas de rupture marquante.

Vue de Bruxelles, cette continuité vaudrait pour les questions de politiques étrangères sur lesquelles Angela Merkel a toujours cultivé l'ambiguïté. « *Personne ne s'attend à un changement net, notamment vis-à-vis de la Turquie, de la Chine et de la Russie* », explique-t-on. Concernant la défense européenne, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Schuman, semble s'être fait une raison. « *Il faut*, dit-il, *respecter l'Allemagne. C'est un pays pacifiste. Essayons d'être complémentaire* » plutôt que d'exiger qu'ils nous suivent sur tout.

Autre sujet à fort enjeu, plus encore depuis dimanche soir, la renégociation du pacte de stabilité. L'entrée désormais acquise des libéraux allemands au gouvernement, fervents défenseurs de l'orthodoxie budgétaire, sera diversement appréciée selon les États membres.

Ce sera une réelle difficulté pour la France et l'Italie qui appellent à une renégociation du pacte. Mais un appui précieux pour les pays du nord de l'Europe dit frugaux, orphelins des Britanniques depuis le Brexit. Au regard de leurs résultats et du piètre score de Die Linke, les libéraux allemands sont désormais en situation de faire monter les enchères.

Angela Merkel laissera un grand vide en Europe, tant parmi les citoyens de l'UE qu'à la table des Vingt-Sept où elle jouait la fonction de rassembleur entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. « *Elle a écouté tous les pays, les grands pays, les pays moyens et les petits pays. Quand j'étais premier ministre* (du Luxembourg, NDLR), *je n'ai jamais eu l'impression d'être traité avec une sorte de négligence* », racontait récemment Jean-Claude Juncker sur Euronews.

« *Ce rôle de rassembleur était à la fois sa force et sa faiblesse puisqu'il aboutissait au plus petit dénominateur commun. Qui jouera ce rôle à l'avenir? Emmanuel Macron est bien trop clivant. Le premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte, a le don pour se mettre tout le monde à dos. Mario Draghi peut-être* », analyse Paul Maurice.

Il n'y a guère qu'une certitude. Une fois le nouveau gouvernement allemand formé et Angela Merkel partie, le premier ministre hongrois, Viktor Orban, sera le dirigeant européen à la longévité la plus longue.